
Développement durable ou décroissance ?

Le « développement durable » s'est progressivement imposé dans les discours de groupes organisés. Cependant, le terme est toujours resté volontairement mal défini : il se veut consensuel afin d'ouvrir un nouveau type d'espace de négociation. Chaque groupe a donc pu accommoder le développement durable à sa sauce. Mais il montre aujourd'hui son incapacité à faire face aux défis toujours plus urgents du développement et de l'environnement. Mais la « décroissance » est délibérément un terme ambigu, qui doit lancer un débat à propos de la « religion de la croissance ». Les objecteurs de croissance désirent sortir nos vies de l'économie, afin d'aller vers des productions plus autonomes. La décroissance se présente comme une critique radicale de la société de consommation, du développement et donc du capitalisme. Le développement durable a trouvé en la décroissance un discours contestataire : il serait un « mot poison » qui nous empêche de penser et nous enferme dans un système (Cheynet). Le développement durable et la décroissance certes ont une origine commune : le lien entre les problèmes de développement et d'environnement. Mais hormis le fait que les deux termes sont flous, voire ambigus, tout semble les opposer. Qu'est-ce que la décroissance peut dire sur le développement durable ? Et inversement, qu'est-ce que le développement durable, et sa courte histoire, nous indique de la décroissance ? Les tensions entre ces deux concepts vont structurer les débats à venir.

GRÉGOIRE WALLENBORN

La présentation du croisement des questions de développement et d'environnement recourt régulièrement à la métaphore du mur. « On va droit dans le mur », on outrepassé les limites. La catastrophe est annoncée. La question du changement climatique est réglée : même les imbéciles ont compris. Celle des ressources énergétiques limitées est aussi désormais dans toutes les têtes. La biodiversité est en chute libre. Et on continue à faire la même chose, mais en plus : production et consommation en croissance ou en relance. « Notre civili-

sation est comme un train fou qu'il faut ralentir. » D'un côté le mur, ou sa variante le précipice, et face à lui, le changement de mouvement, ralentissement ou infléchissement de la direction. Qui peut sauter d'un tel train fou ?

LA MÉTAPHORE DU TRAIN FANTÔME

Ces métaphores de la vitesse et du mur sont cependant inadéquates. La moitié de l'humanité est déjà dans le mur, ou dans le précipice. « Nous » ne sommes manifestement pas dans le même train. Pour caractériser notre situation, on devrait plutôt penser en termes géologiques : nous nous enfonçons lentement dans le sol. Notre terre ferme se dérobe progressivement, avec des vitesses et des manières très variées. Un grand nombre est déjà profondément enfoncé. Cette géologico-politique indique comment les États et communautés essaient tant bien que mal de consolider le sol avec des planches, quand ils en ont. Ou comment ils continuent à forer pour essayer de trouver des appuis stables. Le problème géologique est le suivant : plus on s'agite, plus on s'enfoncé. Notre devenir est clairement fossile ! Ce qui n'est pas pour tout de suite...

Le train du développement tourne fou. Aucun pilote n'est visible. Le problème de l'image du train réside aussi dans la nécessité de rails qui le précèdent. Dans ces métaphores, le temps linéaire continue à configurer la pensée. Or, c'est cette figure du temps, à l'exclusive des autres, qui a façonné nos technologies et cet espoir d'un « toujours plus ». Quant à eux, les Grecs pouvaient mobiliser au moins trois figures du temps. Chronos, temps linéaire irréversible, est complété par Aion, le temps cyclique, et Kairos, le moment opportun. L'urgence de ralentir peut être traduite par : il est plus qu'opportun de boucler nos flux matériels, de penser en cycles à refermer. Nous ne sommes pas dans un train, mais dans une machine, faite des échanges entre atmosphère, océans, écosystèmes, etc. et que nous transformons activement. C'est ce qu'Isabelle Stengers (2009) appelle l'« intrusion de Gaïa ».

Le désarroi est grand qui prend la forme d'une « panique froide » généralisée face à des messages contradictoires : « Consommez, la croissance en dépend » et « Pensez à votre empreinte écologique ». En attendant qu'un miracle nous sorte du pétrin, nous sommes instamment invités à faire nos petits efforts quotidiens... en espérant que nous ne devenions pas tous végétariens et que nous ne soyons que quelques-uns à abandonner notre voiture sans quoi nous porterions un sale coup à la croissance. Gaïa n'exige rien de nous. L'espèce humaine peut disparaître avec ce qui s'annonce comme la sixième extinction massive des espèces biologiques : l'histoire de la vie ne s'en porterait que mieux. Après tout, nous sommes là notamment parce que les dinosaures ont disparu il y a soixante-cinq millions d'années.

Quelle place avons-nous dans cette machine ? Comment pourrions-nous la transformer ? Ces questions sont cruciales et indéterminées, au moment où une crise économique majeure commence, qu'elle ne nous a pas encore véritablement touchés, mais que l'on nous annonce prudemment que nous en avons

pour deux ou trois années, du moins si nous arrivons à la « maîtriser ». À cet égard, développement durable et décroissance offrent deux types de réponses divergents.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE COMME OUVERTURE D'UN ESPACE DE NÉGOCIATION

« Personne ne peut être contre le développement durable » : voilà qui semblait entendu. En effet cette notion a été construite pour provoquer d'emblée le consensus. Même si la définition du rapport Brundtland bégaye dans la bouche de bien des personnes : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. » Mais les définitions et les principes ne disent généralement pas ce qu'est le développement, un substantif, pour se concentrer sur ce qu'il faut entendre par « durable ». De cette façon, le développement durable demeure vague et appropriable par des acteurs en compétition. (Zaccaï)

Comme je voudrais présenter le développement durable dans son mouvement, dans son déploiement historique, j'éviterai de substantialiser le développement durable en lui donnant une définition « essentialiste ». Le développement durable est avant tout une clef pour ouvrir un espace de négociation. Cette notion a été créée pour convoquer une série d'acteurs — entreprises, ONG, scientifiques, syndicats, gouvernements, etc. — autour d'une même table afin d'entamer une discussion sur des thèmes urgents et globaux. Le développement durable a été conçu dans les sphères de dialogue international (ONU) pour rencontrer les défis du long terme. Son émergence est d'ailleurs concomitante avec la convergence d'un mouvement mondial des ONG. C'est l'introduction de ce nouveau type d'acteur dans les processus de négociations internationales qui lui donne son caractère de nouveauté. L'institutionnalisation du développement durable a ensuite percolé vers les niveaux national, régional et local. La plasticité du terme permet à chacun de lui donner les couleurs qu'il désire et de s'installer tranquillement à la table des négociations.

La version la plus courante aujourd'hui du développement durable est l'équilibre à trouver entre les « trois piliers » : économique, social et environnemental. Certains ajoutent parfois un quatrième pilier, l'institutionnel. D'autres voudraient un pilier « culturel ». Mais la référence dominante demeure la représentation sous forme d'un triangle (avec l'économique au sommet), qui a été introduite par la Banque mondiale, dès 1995, et a particulièrement pénétré le monde des entreprises. Les trois piliers ne sont en effet pas sur le même pied d'égalité, loin s'en faut. La représentation de l'économie est claire, univoque et puissante, celle de l'environnement est variée, et celle du social est disparate.

Dans l'équilibre à trouver entre les trois piliers, le pilier économique désigne la croissance, c'est-à-dire le capitalisme et l'économie de marché. Le rapport Brundtland est assez clair à ce sujet, même s'il reconnaît les dangers de la croissance économique pour l'environnement et indique que ce sont les pays

en voie de développement qui ont surtout besoin de croissance : « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance économique, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement durable » (avant-propos). Les représentations de l'environnement renvoient à au moins trois catégories (Theys), qui impliquent des politiques très différentes : ecocentré (écosystèmes à préserver, phénomènes irréversibles, climat, bio-accumulation de produits toxiques...); anthropocentré (santé, aménagement du territoire, qualité de la vie); technocentré (ensemble de flux à gérer, eau, air, énergie, transports, déchets). La considération du social est généralement très vague.

NOUVELLE FIGURE DU PROGRÈS

Dans le développement durable, la représentation de l'économie est univoque : elle rime avec croissance et marché ; c'est l'implicite fondateur. Dans l'espace de négociation, le rapport de force actuel est manifestement en faveur du pôle économique. C'est pourquoi les entreprises aiment bien la définition en termes de trois piliers. L'écart entre représentants et représentés n'est effectivement pas le même pour les trois piliers. Le lien est direct entre économie et fédérations d'entreprises. Les syndicats insistent pour « prendre en compte le social », mais peinent souvent à préciser ce que cela signifie. Les ONG de développement ont une autre version du social, urgente mais lointaine. Les ONG d'environnement sont contestées pour ne pas représenter grand-monde (leur base est relativement étroite en Belgique), mais elles se défendent en clamant représenter des enjeux et non des quantités de capital ou de personnes et en essayant de s'allier à des scientifiques. Enfin, les gouvernements utilisent la « gouvernance » pour déléguer certaines décisions à la négociation entre groupes d'intérêts, ou pour faire « participer le public ».

Un bon exemple de l'emprise de l'économie dans l'espace de négociation est la question de la *soutenabilité* : forte ou faible ? Adopter la soutenabilité forte signifie que nous devons léguer aux générations suivantes le même capital naturel que celui que nous avons reçu. Accepter la soutenabilité faible implique que le capital naturel peut être transformé en autres formes de capitaux (financier, technologique, humain). La question de la soutenabilité est centrale dans l'espace de négociation du développement durable : quel est le capital naturel à préserver en deçà duquel l'existence de nos sociétés n'est plus possible ? Or, aujourd'hui il est clair que la croissance économique n'est possible que parce que nous mangeons notre capital naturel.

Le développement durable apparaît comme la nouvelle figure du progrès, alliance de justice sociale et de protection de l'environnement. Mais, chose nouvelle, il est désormais contesté. L'espace de négociation abouti en effet à un constat d'échec : il ne va pas assez vite et pas assez loin. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est, par exemple, très mollement écouté : les pays développés semblent attendre une révolution

technologique majeure pour diviser par dix à vingt les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Les processus de destruction apparaissent aujourd'hui autrement plus efficaces que les processus de création. La décroissance adopte alors la position suivante : dans cet espace de négociation, les entreprises et le capitalisme ont gagné. La croissance est ce qui impose la substitution généralisée entre les capitaux, c'est-à-dire soumet toute opportunité au régime de la marchandisation.

La décroissance s'oppose explicitement au développement durable, et c'est là sans doute son point de rassemblement. Elle se veut porteuse d'un autre discours, et surtout d'autres pratiques. Tout comme il est important de ne pas substantialement le développement durable, il ne faut pas le faire avec la décroissance. Il y a moins d'un an, une conférence internationale portait sur la « décroissance économique pour la soutenabilité écologique et l'équité sociale. » À cette occasion, « décroissance » a été traduit en anglais par « *degrowth* ». Ce moment rare de rassemblement d'apports académiques et de réflexions politiques a vu certains s'exclamer : « Au moins ce terme de "*sustainable degrowth*" ne pourra pas être facilement récupéré par les économistes orthodoxes et les politiciens. » Quelques mois plus tard, décroissance et *degrowth* sont parfois utilisés comme synonymes de récession...

LES CRISES DU CAPITALISME

La décroissance arrive au moment où est patent l'échec du capitalisme à résoudre les problèmes conjugués du développement et de l'environnement. L'enjeu de la décroissance est de montrer que c'est le capitalisme qui est en cause, et pas simplement le « néolibéralisme ». D'après la décroissance, il ne s'agit donc pas de corriger les « excès du capitalisme » ou encore de mettre en œuvre une nouvelle gouvernance, mais d'interroger radicalement nos modes de production et de consommation, de « décoloniser nos imaginaires », nous qui sommes « drogués à la croissance » (Latouche). Selon cette perspective, le développement durable est un oxymore sédatif et un mensonge consensuel (revue *Entropia 1*).

Cependant, le développement durable et la décroissance sont d'accord sur une chose : les flux matériels doivent décroître. Les flux matériels sont de tous ordres, mais la question du transfert du carbone des énergies fossiles vers l'atmosphère est particulièrement urgente. Une série de ressources sont en voie d'épuisement : cuivre, poisson, eau et terres arables selon les régions — pour citer quelques exemples pêle-mêle. De l'autre côté, les ressources renouvelables se font toujours languir. Tous les indicateurs convergent vers cette conclusion : nous devons ralentir nos prélèvements dans la nature. (Mais comme nous le verrons, ils ont tendance à oublier d'interroger ce « nous ».) Pour les objecteurs de croissance, arrêter la croissance implique de s'interroger sur le sens de celle-ci. À quoi sert toute cette accumulation de choses, parfois appelée « abondance de biens » ? De quoi avons-nous vraiment besoin ? Voilà des

questions qui commencent à émerger dans différents types de conférences et colloques, plus ou moins « scientifiques ».

Le développement durable s'est notamment bâti sur l'espoir d'une « dématérialisation » rapide de l'économie, sur l'augmentation de la productivité et sur la tertiarisation des activités. Mais cette dématérialisation est très partielle. Malgré l'augmentation de l'efficacité énergétique, la consommation totale d'énergie continue d'augmenter. Le recyclage des déchets n'empêche pas leur volume d'augmenter. La mise en place de réserves naturelles toujours plus nombreuses n'empêche pas l'érosion de la biodiversité. Etc.

Les crises sont nombreuses, mais diversement hiérarchisées. Aux crises environnementales (climat, biodiversité) et sociales (inégalités croissantes), reconnues par le développement durable, la décroissance ajoute au moins trois crises supplémentaires : culturelle (destruction de la diversité culturelle via le modèle de développement), politique (crise de la représentation), spirituelle (crise du sens, qui se manifeste notamment dans les critiques de la société de consommation). Les déséquilibres démographiques sont moins souvent mentionnés explicitement.

Mais plus que le nombre de crises, c'est la manière de les faire exister qui distingue radicalement développement durable et décroissance. Le développement durable prétend pouvoir apporter des solutions, essentiellement d'ordre *technique* (technologique ou gestionnaire) et a tendance à séparer les crises : le découpage institutionnel ne favorise pas la transversalité des problèmes. Du point de vue de la décroissance, les différentes crises convergent vers une « crise anthropologique » : ce qui est en question est notre rapport — à nous en tant qu'êtres humains — au monde, aux autres humains et aux non-humains. Quels sont les modes de vie soutenablement humains ?

Décroître, c'est certainement ralentir les flux matériels et réduire drastiquement les « émissions » de polluants. Mais ce n'est pas seulement cela : c'est aussi réinventer nos modes d'être ensemble, déployer d'autres possibles. Car cette décroissance des flux matériels exige de multiples transformations. Le rapport Brundtland indiquait déjà que « les nantis doivent adopter un mode de vie qui respecte les limites écologiques de la planète ». Mais la radicalité des transformations des modes de production et de consommation demeure indéterminée. Nous savons seulement que nous allons devoir négocier avec beaucoup de choses et d'êtres, et autrement que sur le mode relativement incantatoire du développement durable. Dans ce contexte, que peut offrir la décroissance ?

LA DÉCROISSANCE : NOUVELLE VIE DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ?

La « décroissance » est une nébuleuse qui rassemble des mouvements hétéroclites : objecteurs de croissance, postdéveloppementistes, adeptes de la « simplicité volontaire », communautés « en transition »... Il s'agit pour ces groupes de donner forme à « ça ne peut pas continuer comme ça » et de penser

d'ores et déjà l'après-croissance. Dans un monde où les « décroissants » forcés sont bien plus nombreux que les volontaires, il est essentiel pour les objecteurs de croissance de montrer que d'autres modes de vie sont possibles et désirables. Sortir du capitalisme c'est d'abord sortir de l'esprit du capitalisme, nous désintoxiquer des images nuisibles de la possession matérielle. « Moins de biens, plus de liens. »

La décroissance commence donc par soi : il s'agit de se transformer par la pensée et par l'action. Participer à une expérimentation collective exige de se transformer. L'importance des « petits gestes » n'est pas jugée à l'aune de leur impact social (« Si tout le monde faisait ces petits gestes... »), mais elle est évoquée comme l'entrée dans une logique d'attention et de soins. Même si ces gestes sont dérisoires par rapport à l'ampleur des problèmes, ils indiquent la présence d'êtres et de processus occultés par notre société de consommation. L'autolimitation est le premier geste de refus de la destruction généralisée que l'on appelle parfois « capitalisme ». Pour faire exister d'autres possibles, les objecteurs de croissance se réfèrent à une série d'initiatives locales : système d'échanges local (SEL), groupe d'achat commun (GAC), associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), mouvement slow food, « *transition movement* » et « *transition towns* » en Angleterre notamment (communautés qui décident collectivement de réduire leurs consommations).

Les critiques de la croissance ne sont pas nouvelles. On les trouve déjà dans les mouvements écologistes et libertaires (autogestionnaires) des années soixante et septante. Les mêmes questions et les mêmes problèmes apparaissent : que faire avec le progrès technique ? Quelle place laisser aux institutions et aux « pouvoirs publics » ? Jusqu'où peut-on compter sur l'action individuelle ? Mais ce qui est neuf, ce sur quoi insiste la décroissance, et qui lui donne une légitimité nouvelle, c'est l'urgence climatique et la conviction de la proximité du pic de production du pétrole.

La décroissance serait-elle la nouvelle vie de l'écologie politique ? C'est ce que pense Romain Felli dans son livre *Les deux âmes de l'écologie*. Felli montre que dès son origine, la pensée écologique s'est construite autour de deux pôles : l'écologie par en bas et l'écologie par en haut, qu'il identifie respectivement à l'écologie politique et au développement durable. « Nous opposons ainsi les idées d'autonomie, d'autogestion, de décentralisation, de critique de la technique, de dépassement du capitalisme pour l'écologie par en bas, et de centralisation, de planification, de technique, d'expertise pour l'écologie par en haut. »

Cette distinction permet de faire une critique en règle du développement durable, jugé technocratique, pouvant mener à la dictature ou être récupérée par le capitalisme. L'écologie par en haut repose sur des principes difficilement conciliables ; elle est soutenue par des experts qui produisent des indicateurs. Le monopole du savoir mène alors à des solutions technologiques. Tout comme le développement durable se présente de manière consensuelle, la technologie assure sa position dominante en se présentant sous l'aspect de neutralité. Face aux experts, le « public » est défini comme passif. La question de l'appro-

priation des technologies, et de la société qu'elles impliquent, n'est pas posée. L'écologie par en bas s'appuie sur des auteurs comme Castoriadis, Illich ou Gorz, pour lesquels l'autonomie (c'est-à-dire la construction réflexive de la valeur de la production) s'oppose à l'imposition de technologies hétéronomes, simples objets de consommation.

La critique de la technique n'implique donc pas le rejet en bloc de toutes les technologies, mais requiert un principe de sélection à partir des usages. Le progrès n'est plus identifié au déploiement de technologies plus efficaces, mais à la capacité qu'ont les usagers de pouvoir articuler efficacité et sobriété en autodéterminant leurs besoins. Par exemple, avec les logiciels libres et la dynamique autour de l'*open source*, les informaticiens ont inventé un mode de résistance à la manière dont le capitalisme entendait les soumettre.

Selon Felli, la démocratie du développement durable se résume à la négociation entre groupes constitués et à une participation au sens restreint (informer pour obtenir un consensus). Au développement durable comme « écologie par, pour et dans l'État », il oppose l'écologie politique comme mouvement hors des structures traditionnelles de la politique. Le développement durable est identifié à un projet « collectiviste », dont l'enjeu est la survie de l'humanité. Par contraste, l'écologie politique pense et agit à partir de l'existence au présent des individus. Toutefois, en appelant à modifier nos croyances, la décroissance promeut à son tour une autre croyance : la modification des croyances va entraîner une transformation du cadre institutionnel.

La décroissance néglige manifestement les institutions et les pouvoirs publics (Boidin et Rousseau). Alors, écologie par en bas ou écologie par en haut ? Faut-il vraiment choisir ? La décroissance ne jette-t-elle pas un peu vite le développement durable avec l'eau du bain capitaliste ? Si effectivement le développement durable est fondé sur la question de la survie de l'humanité, n'y a-t-il pas là un intérêt porté a priori à la coexistence de différents groupes sociaux ? Certes le développement durable repose sur des groupes existants (administration, syndicats, entreprises) peu enclins aux transformations radicales. Mais toute pensée « révolutionnaire » est confrontée aux institutions existantes. Pour avoir une prise conceptuelle et pratique sur les événements, la décroissance devra aussi s'intéresser aux mouvements « par en haut ».

QUELLE ÉCOLOGIE PAR EN HAUT ?

Le développement durable procède par découpages en secteurs d'activité et en territoires, avec l'idée que chacun a sa part à faire et que cette part doit être négociée entre secteurs et entre territoires. Ainsi, les consommations et les impacts (notamment pour l'énergie et les changements climatiques) sont répartis en secteurs. Les politiques territoriales (agendas 21 locaux par exemple) se développent et semblent relativement mieux marcher que les négociations globales. Cette multitude de négociations, depuis le « petit geste » jusqu'à l'accord international, on l'a dit, apparaît brouillonne et molle. Les groupes

sont trop centrés sur les intérêts qu'ils doivent représenter. Comment la négociation pourrait-elle porter sur ce que représentent les groupes ? Quels sont les groupes qui seraient prêts à se transformer suffisamment rapidement ?

La Commission européenne, qui soutient officiellement le développement durable, estime que les échanges de quotas d'émission joueront un rôle majeur dans l'accord international qui doit remplacer celui de Kyoto (qui expire en 2012). Ce serait là le meilleur moyen pour financer le « développement propre » des pays en développement. C'est déjà ce mécanisme qui permet à la Belgique de combler en partie son « devoir de Kyoto ». Au-delà du fait que cela évite de devoir faire le ménage chez soi, ce mécanisme risque de se substituer à l'aide directe au développement : vous à qui nous achetons à bon marché ressources primaires et main-d'œuvre, nous vous financerons si vous nous aidez à ne pas trop faire d'effort nous-mêmes. L'aide au développement est une nécessité impérieuse, tout comme l'annulation de la dette du tiers monde. Mais par quelle institution doit-elle se faire ? Par le marché ou entre États ? « Entre les peuples, dans la reconnaissance d'une diversité de cultures ! », pourrait répondre la décroissance. Mais cela ne nous aide pas à concevoir les institutions requises par le problème.

Les accords internationaux continueront à être déterminants. Comment organiser la représentation dans ces espaces de négociation ? La question des institutions est aussi celle de la redistribution des richesses, ne fût-ce que pour développer une « économie sociale » (songeons aux millions de logements à isoler, mais aussi à tout l'aménagement du territoire à revoir) qui se substituerait au capitalisme.

Une écologie par en haut apparaît aussi nécessaire qu'une écologie par en bas. Ces écologies doivent être constituées dans un même mouvement, conceptuel et pratique. Le pari d'une approche démocratique exige de pouvoir pousser la négociation jusqu'à transformer les « groupes d'intérêt » en véritables groupes *sociaux*, habités par la question du politique.

Les ONG sont sans doute les plus avancées dans ce domaine, tant elles continuent à représenter des positions altruistes, associées à l'« intérêt général ». Mais en entrant dans l'espace de négociation, les ONG se sont transformées, se sont « professionnalisées ». Un écart s'est creusé entre la base et ceux qui ont dû adopter le langage et les manières de penser des autres « experts ». Du point de vue des groupes sociaux, la décroissance se propage principalement dans certaines ONG, via la constitution de tout un milieu associatif qui peut se reconnaître au moins partiellement dans les thèses des objecteurs de croissance. Qui est le candidat suivant ?

Les syndicats ont commencé à inscrire officiellement l'environnement comme une priorité après la conférence de Rio, mais cette orientation n'a pas encore transformé véritablement leur manière de fonctionner. Les syndicats apparaissent encore souvent comme gestionnaires de la situation pour « limiter les dégâts ». Peut-on imaginer que les syndicats se souviennent de leur histoire, de leur origine mutualiste et du mouvement coopératif ? Les syndicats

sont-ils prêts à prendre une part active aux rapports de production et non simplement à la gestion des entreprises? C'est loin d'être sûr.

La décroissance fait peur aux politiques, même chez les écologistes. Du point de vue de la décroissance, les politiques continuent à être intoxiqués, notamment parce que la croissance est le seul moyen d'accepter un État endetté et de continuer à promettre que les « niveaux de vie » vont augmenter. La décroissance des impacts environnementaux est reconnue par tous comme une nécessité, mais le marché et les petits gestes demeurent l'horizon de pensée. Quels mots les politiques vont-ils pouvoir trouver pour que la décroissance des flux matériels ne soit pas disqualifiée comme « récession » ?

Et comment transformer les « scientifiques » ? L'emprise des ingénieurs et des économistes sur la décision politique est patente. En tant qu'experts écoutés, ils ne font jamais face à aucun contre-pouvoir. C'est la discrétion du fonctionnaire ou du politique qui détermine si le conseil est intéressant : l'expert n'a de compte à rendre à personne. Il ne suffirait cependant pas d'ajouter des sociologues ou des philosophes dans la liste des experts à consulter, si ceux-ci ne peuvent pas interroger les modes contemporains de production de connaissances. La production du savoir est devenue pour une bonne part capitaliste (brevets, spin-offs...) et, dans une perspective de décroissance, les académiques devraient aussi pouvoir négocier les rapports de production des connaissances, en forgeant notamment des alliances avec d'autres groupes que les entreprises.

TENSION ENTRE ÉCOLOGIE POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aujourd'hui, la compétition entre les entreprises conduit à une augmentation de la productivité et de l'efficacité de la production. Ce qui entraîne une diminution du coût de production, et donc une augmentation de la consommation (effet rebond). Le *greenwashing* est indéniable — il est particulièrement visible dans les publicités. Peut-on se passer d'une appropriation collective des moyens de production ? Pour que la question des besoins prime sur celle de la croissance, la décroissance estime que l'on ne peut séparer la question des besoins et celle des pratiques de production : l'objectif de production devrait être défini collectivement afin d'être en phase avec un principe de suffisance. Toutefois, les rapports de force en présence aujourd'hui penchent nettement en faveur d'un « capitalisme vert ». Le capitalisme peut-il être réformé pour devenir compatible avec la capacité de charge de l'environnement ? Développement durable et décroissance donnent une réponse diamétralement opposée à cette question.

La place de l'économie (et du capitalisme) est centrale dans la divergence entre développement durable et décroissance. Le développement durable appelle à l'adaptation des *modes* de production ; la décroissance exige une transformation des *rapports* de production, c'est-à-dire à la manière dont la valeur est produite dans la société. Si on reprend l'image des trois piliers, il faudrait alors

rendre l'économie radicalement floue, éclatée et dispersée afin de considérer dans un même mouvement les relations de l'environnement au social (écologie par en haut) et au culturel (écologie par en bas).

L'opposition entre développement durable et décroissance se résume souvent au couple réforme-révolution, à la distinction entre gérer la situation actuelle ou la transformer radicalement. Mais la gestion de la transformation est une question politique cruciale qui demeure indéterminée. La crise économique qui s'annonce va immanquablement redistribuer les rapports de force, et on peut penser que les tensions entre écologie par en haut (« green new deal » par exemple) et écologie par en bas (auto-organisation de citoyens) vont structurer la question écologique dans les années qui viennent. ■

Bibliographie

Cheyne V., 2008, *Le choc de la décroissance*, Le Seuil.

Stengers I., 2009, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte.

Rapport Brundtland, 1987, *Notre avenir à tous, Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU*, <http://fr.wikisource.org/wiki/Rapport_Brundtland>.

Vivien, F.-D., 2005, *Le développement soutenable*, La Découverte.

Zaccà E., 2002, *Le développement durable. Dynamique et constitution d'un projet*, Presses interuniversitaires européennes, Peter Lang.

Theys J., 1993, *L'environnement, à la recherche d'une définition*, IFEN, Notes de méthode, n° 1.

Flipo F., 2007, « Voyage dans la galaxie décroissance », *Mouvements* 50, 152-159.

Latouche S., 2006, *Le pari de la décroissance*, Fayard.

Entropia, Revue d'étude théorique et politique de la décroissance.

Felli R., 2008, *Les deux âmes de l'écologie. Une critique du développement durable*, l'Harmattan.

Gorz A., 2007, « Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme », *Entropia* 2. Reproduit dans *Ecologica*, Galilée, 2008.

Boidin B. & Rousseau S., 2008, « Décroissance et rôle des institutions », colloque Clersé « Développement durable : vingt ans après », 20-22 novembre, Lille.